

Éloge du blasphème de Caroline Fourest

Claire Legendre

Numéro 256, printemps 2016

Sacrer ou se taire : actualité de la censure

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/82638ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

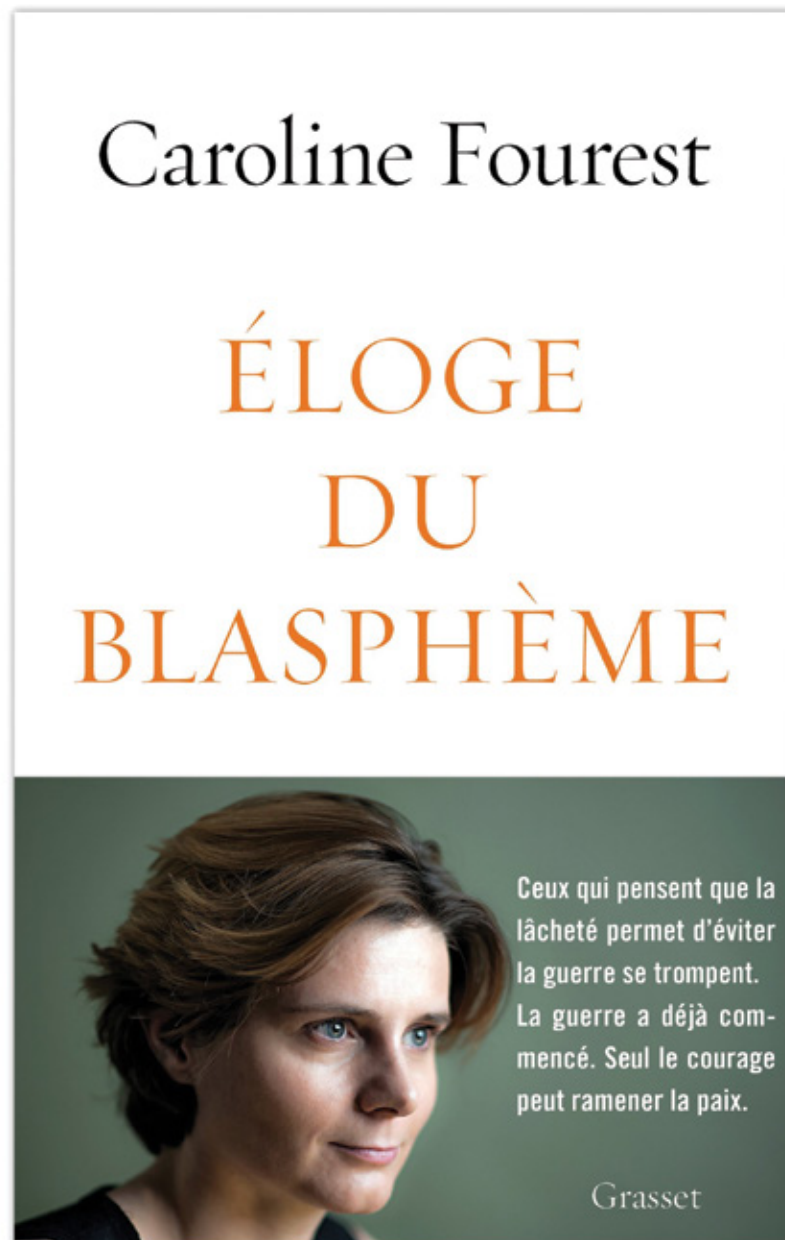
Citer cet article

Legendre, C. (2016). *Éloge du blasphème* de Caroline Fourest. *Spirale*, (256), 50–53.

À CEUX QUI NOUS ONT OFFENSÉS

PAR CLAIRE LEGENDRE

ÉLOGE DU BLASPHEME
de Caroline Fourest
Grasset, 184 p.



« Éloge du blasphème est un livre court, parce que j'aimerais qu'il soit traduit », disait Caroline Fourest sur le plateau de Laurent Ruquier en mai 2015, juste avant qu'un « clash » médiatique lui vaille d'être bannie de l'émission. C'est parce que ce livre s'adresse en partie à l'Amérique qu'il me semblait important d'en rendre compte ici. Cet *Éloge du blasphème*, écrit après les attentats de Charlie Hebdo, n'a pas plu à tout le monde ; la journaliste s'est vu reprocher d'y régler des comptes personnels. Au-delà de l'anecdote, c'est le fond du livre qui nous importe : une défense de la laïcité qui est en train de devenir, à moins qu'elle ne l'ait toujours été, une exception française. Certains diront qu'elle tend à disparaître même en France car son pacte déjà bien entamé se révèle intenable. Il y a des sujets à propos desquels céder à la tentation du relativisme culturel relèverait d'une condescendance et d'une inconséquence coupables.

Caroline Fourest est ce qu'on appelle une personnalité clivante. Elle choisit ses ennemis : journaliste d'investigation, elle a consacré un livre à démonter la rhétorique de Tariq Ramadan (*Frère Tariq*, 2005), trois autres à défaire celle de Marine Le Pen. Elle a écrit sur les intégrismes religieux (notamment *La tentation obscurantiste*, 2005, et *Tirs croisés. La laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman*, 2003), sur la liberté d'expression et ses pourfendeurs de tous horizons. En 2014 elle a consacré une sorte de biographie amoureuse à la fondatrice des Femmes Inna Shevchenko (*Inna*). Elle a été chroniqueuse au *Monde*, à *Charlie Hebdo*, aujourd'hui à LCP, France Culture et au *Huffington Post*. Militante féministe et laïque, elle a dirigé le Centre gay et lesbien de Paris et co-fondé avec Fiammetta Venner la revue *ProChoix*. Elle a étudié l'histoire, la sociologie, la communication politique, enseigné à Sciences-Po, et elle dirige une collection chez Grasset. Son site internet tient à jour la liste de ses nombreuses interventions médiatiques, souvent sujettes à polémique. S'il est peu surprenant de la voir attaquée par l'extrême droite et les fondamentalistes

musulmans, son conflit avec une partie de la gauche française, qui lui reproche sa laïcité inflexible, est plus intéressant et révélateur d'une division très actuelle, en France comme au Québec (souvenons-nous du débat autour de la « Charte des valeurs québécoises »).

« Un peu comme après un viol, lorsqu'on reconforte la victime en lui faisant remarquer que sa jupe était trop courte. »

Le livre débute par un prologue qui rappelle les circonstances de sa genèse : la tuerie du 7 janvier 2015, puis l'élan mondial du 11 en faveur de la liberté d'expression. À relire le fil des événements à la lumière des autres tueries survenues depuis – celle de novembre dernier à Paris, mais aussi entre-temps en Tunisie, en Égypte, au Yémen... –, il est difficile de résister à l'émotion. Cette tentation du pathos est sans doute reprochable, en ouverture d'un essai qui mériterait d'être dépassionné. C'est un récit tout subjectif : on y voit Charb dans son sang, Luz réchappé à la faveur d'une fête d'anniversaire. C'est souvent lyrique, les anaphores n'étaient pas nécessaires. C'est le défaut des livres écrits sous le coup de l'émotion, au lendemain des « événements ». Ces victimes-là échappent à l'anonymat, ce sont des personnages-relais, identificatoires, qui n'incarnent pas leur seule humanité, leur vie arrachée, mais aussi l'idée pour laquelle ils meurent, celle de la liberté d'expression, précisément celle du droit au blasphème. Ce droit au blasphème est inscrit dans le droit français depuis la Révolution... sauf en Alsace-Moselle (!), précise une note de bas de page.

Au-delà de cette introduction sentimentale qui peut irriter, Fourest entreprend de dresser la liste des ennemis de la laïcité. Elle dénonce cette rhétorique qui accuse après-coup les dessinateurs de l'avoir bien cherché « un peu comme après un viol, lorsqu'on reconforte la victime en lui faisant remarquer que sa jupe était trop courte ». Elle passe en revue ses cibles préférées, au premier rang desquelles Tariq Ramadan et la famille Le Pen. Ces ennemis-là semblent naturels : il eut été surprenant de

les voir tenir un discours laïc et humaniste. Le chapitre intitulé « Ils ne sont pas Charlie » dresse ainsi la liste des récupérations politiques, des théories conspirationnistes, des discours nauséabonds multiples et variés qui ont été tenus au lendemain du 11 janvier, lorsque l'unité elle-même est devenue suspecte, et que les redresseurs de torts de tous horizons ont mêlé leurs voix pour n'être plus Charlie. Il est vrai que l'inanité du slogan, pratique quatre jours pour servir de bannière rassembleuse, ne pouvait tenir très longtemps ensemble tant de voix dissonantes. « *Je suis Charlie* » prenait la mort de l'autre à son compte. Il disait c'est moi que vous tuez à travers lui, mais aussi : ce symbole ne peut pas mourir car il vit à travers moi, comme dans le Chant des Partisans : « *Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place.* » Mais ratisant trop large, « *Je suis Charlie* » n'a bientôt été que lambeaux d'un étendard trop fragile.

« Le mot "islamophobie" ajoute aux malheurs du monde. On lui doit l'une des confusions sémantiques et politiques les plus graves de notre époque. »

Outre l'extrême droite et l'islamisme radical, que les médias ont abondamment (complaisamment ?) servi, selon Fourest, ce sont, dit-elle, les voix communautaristes les plus coupables, celles qui refusent de condamner, ou ne condamnent pas assez clairement les attentats. Celles qui osent souligner l'offense d'une caricature à laquelle on a répondu par le meurtre. Parmi ces voix, on trouve pêle-mêle le Conseil français du culte musulman, qui s'est joint à l'Union des organisations islamiques de France pour juger « inadmissible » de persister à caricaturer le prophète Mahomet, le réactionnaire Éric Zemmour, ou encore le Pape François... La plus large part de l'argumentation est consacrée à dénoncer une confusion entre laïcité et islamophobie, et cette mise au point est le cœur du livre : « *Le mot "islamophobie" ajoute aux malheurs du monde. On lui doit l'une des confusions sémantiques et politiques les plus graves de notre époque : faire croire que résister au fanatisme relève du racisme.* »

L'opposition des gauches se fait sur ce terrain-là. Le modèle laïc est-il encore le garant des libertés ? Ou bien est-il désormais réduit à l'instrumentalisation populiste et raciste qu'en propose l'extrême droite ? L'histoire de la laïcité en France plaide en sa faveur : elle a été promue par la Révolution et a été érigée en loi en 1905 (séparation de l'Église et de l'État). La laïcité a été l'ennemie de l'Église catholique, mais aussi celle de l'antisémitisme. Les caricatures anticléricales ont, paraît-il, augmenté après l'affaire Dreyfus.

ON RETROUVE ICI LES TERMES DU CONFLIT QUI OPPOSE PAR EXEMPLE EMMANUEL TODD À LA FAMEUSE UNITÉ DU 11 JANVIER.

Si l'on remet les événements en perspective, il semble assez logique que cette laïcité affronte aujourd'hui un islam de France qui, en partie, la conteste. La laïcité entend favoriser la mixité sociale et garantir les libertés individuelles en préservant un espace public relativement neutre, où l'échange et la tolérance sont de mise. Les lois sur l'interdiction du foulard islamique à l'école n'ont pas pour but d'humilier ou d'étouffer l'islam, mais de préserver un vivre ensemble qui exclut le prosélytisme. La récupération de la laïcité par le Front National ne saurait en discréditer le fondement humaniste. C'est toute la rhétorique de ses détracteurs que Caroline Fourest tente de déconstruire en retraçant les origines et les cibles du mot « islamophobie » - et l'on comprend à la lire combien les procès en sorcellerie la touchent de près. Qu'on se batte contre le fanatisme et l'on vous traite d'islamophobe, ce qui sous-entend : raciste. Qui a intérêt à induire cette confusion entre racisme et laïcité ? Les premières cibles que l'on taxe d'islamophobie, rappelle Fourest, sont Taslima Nasreen et Salman Rushdie. La guerre des gauches laïque et anti-laïque a donc cette conséquence perverse qu'elle associe la première à une frange de la droite au nom d'un principe qu'elle entend faire respecter, et qui est désormais détourné à des fins électoralistes par un certain nombre de ses adversaires politiques.

Fourest dénonce « la culture de l'excuse » qui justifierait les meurtres en les mettant sur le compte d'un déterminisme social et historique.

La gauche universaliste que défend Fourest vise l'égalité ; héritière des Lumières, elle cherche à « fédérer les minorités contre la domination », tandis que la gauche communautariste dont elle se dissocie « s'est bâtie dans le rejet du colonialisme et de l'imaginaire postcolonial, qu'elle croit voir à l'œuvre dans tout discours critique ou simplement laïque sur l'islam. [...] L'islam reste à ses yeux la religion du pauvre, du colonisé, du "damné de la terre" ». On retrouve ici les termes du conflit qui oppose par exemple Emmanuel Todd à la fameuse unité du 11 janvier. C'est cet argument : celui de voir dans la rue des millions de Français cracher sur « la religion du pauvre », qui le conduit à se désolidariser des manifestations.

Au lendemain des attentats, la « gauche communautariste » cherche des explications, au premier rang desquelles : sociologiques, historiques. Il est douloureux de relire aujourd'hui les mêmes tentatives de comprendre, se rapportant aux tueurs du Bataclan. Étaient-ils pauvres ? Avaient-ils grandi dans la haine de la France ? Avaient-ils été humiliés par leur condition d'immigrés ? Fourest dénonce « *la culture de l'excuse* » qui justifierait les meurtres en les mettant sur le compte d'un déterminisme social et historique, comme si tous les pauvres, tous les immigrés, devenaient des fanatiques et des assassins. Il en va là encore d'une philosophie du libre-arbitre et de la responsabilité. Fourest rejette aussi la culpabilité postcoloniale en replaçant la France dans un contexte où elle n'est pas la seule, loin s'en faut, à subir des attentats...

« *Placer leur susceptibilité au-dessus de nos lois* »

Invitée sur Sky News pour commenter la couverture de *Charlie Hebdo* du 14 janvier 2015, le fameux Mahomet qui pleure, brandissant une pancarte « *Je suis Charlie* » sous l'inscription « *Tout est pardonné* », Caroline Fourest est interrompue par son intervieweuse au moment où elle tente de montrer ladite couverture. La censure est immédiate : le duplex est coupé et la journaliste en plateau explique que la chaîne a choisi de ne pas montrer l'image, s'excusant auprès des téléspectateurs musulmans qui auraient pu se sentir offensés d'en apercevoir un morceau. La vidéo est disponible sur internet. Elle est sidérante : on y parle d'un dessin qu'on ne peut pas montrer, comme si sa performativité était si évidente, si efficace, que le voir pouvait en soi constituer un danger.

LE MODÈLE LAÏC EST-IL ENCORE LE GARANT DES LIBERTÉS ? OU BIEN EST-IL DÉSORMAIS RÉDUIT À L'INSTRUMENTALISATION POPULISTE ET RACISTE QU'EN PROPOSE L'EXTRÊME DROITE ?

À cet égard, on soulignera que le Québec se manifeste à cette occasion comme une exception culturelle en Amérique : seize journaux québécois publient les caricatures de *Charlie Hebdo* dès le 8 janvier. On ne peut garantir la paix en respectant les tabous de chaque communauté, car « *les croyances des*

uns sont presque toujours les blasphèmes des autres ». Les musulmans ne supporteraient pas davantage les représentations du Christ en croix que celles de Mahomet...

Fourest s'en prend donc au différentialisme anglo-saxon, selon lequel « *l'égalité consiste à respecter tous les totems et tous les tabous de chaque communauté pour qu'elles coexistent sans conflits* ». La laïcité à la française croit au contraire « *au droit de les briser tous... Pour pouvoir se parler, se disputer s'il le faut, et se mélanger* ». On comprend bien, historiquement, ce qui oppose la vision française, née de la Révolution et de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, à celle des États-Unis où l'on prête serment sur la bible, ou encore à celle du Royaume-Uni – et du Canada – où les citoyens sont les sujets d'une reine par ailleurs chef de l'Église anglicane.

Céder à l'injonction du respect des convictions religieuses de chaque communauté reviendrait à « *importer les lois des dictateurs et des fanatiques en démocratie. À placer leurs susceptibilités au-dessus de nos lois* ». C'est précisément ce que demande aux démocraties occidentales le président iranien Hassan Rohani lorsqu'il exige que l'on retire de la table d'un dîner d'État les bouteilles de vin sous prétexte que l'islam en interdit la consommation. Attendu qu'il n'existe pas d'alcoolisme passif, la seule vue d'une bouteille de vin serait-elle offensante ? On retire aussi en France ces jours-ci, sur la plainte d'une association catholique intégriste, le visa d'exploitation de plusieurs films sexuellement explicites. À force de céder aux exigences du religieux, on ne s'étonne plus que l'OMS envisage, sous prétexte de santé publique, d'interdire aux mineurs, pour leur bien, les films où l'on fume, comme on a retiré d'André Malraux... Il est des commentateurs pour s'insurger que l'on continue à montrer, en fiction comme aux actualités, et sans restriction d'âge, des exécutions sanglantes et des fusillades. Il est des domaines où l'utopie est salutaire : la laïcité est un outil politique pour lutter, enfin, contre la loi du profit. Car le poids du marché est le seul qui ne se puisse contester : Starbucks interdit désormais l'entrée de ses établissements aux femmes saoudiennes. Comme l'Italie couvre ses statues pour faire affaire avec l'Iran. Le marché, Dieu merci, n'est ni laïc, ni islamophobe. ■